



SECURITY DEFENSE

Business review

N° 117 • 02 Décembre 2014

L'actu de la Menace

→ EI-DAESCH : Les brigades sunnites internationales

Les Vèmes Assises du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques (CSFRS www.csfrs.fr) ont été l'occasion de débattre sur le thème «Mondialisation: Politique et Religion», avec des intervenants multiconfessionnels de grande qualité. Xavier Raufer y a fait le point sur l'actualité du djihadisme en remettant quelques évidences en perspective.

- Ce qu'on appelle EI ou Daesch n'est pas un groupe de vanupieds ou de terroristes, mais une véritable armée de mercenaires sunnites, encadrés par d'anciens généraux de Saddam Hussein qui avaient été chassés par les Américains lors de leur deuxième envahissement de l'Irak. Cette armée aligne plus de chars d'assaut et de véhicules armés (type Hummer) que n'en possède l'armée française.

- Il y a eu souvent dans l'Histoire des armées de mercenaires; c'est en général moins couteux qu'une armée régulière à entretenir, plus facile à dissoudre quand on n'a plus besoin d'elle et le bailleur avance masqué. Le financement de cette armée repose pour une part sur le pétrole détourné dans les zones sous contrôle d'EI, pour une part sur le butin des enlèvements d'étrangers (ceux qu'on n'exécute pas sont revendus), et pour la plus grande part sur des fonds venant d'Arabie Saoudite, du Qatar, de Turquie et d'ailleurs. Cette armée est sous contrôle car les membres en sont régulièrement bien payés; lorsqu'ils se livrent à des exactions non conformes aux règles de la guerre, ils agissent en terroristes. Mais il s'agit bien d'un terrorisme d'Etat !

- Cette armée de mercenaires irakiens et syriens se nourrit de volontaires accourus du Maghreb, d'Asie et d'Europe: les Brigades Sunnites Internationales. Le problème, pour l'Europe, réside dans les recalés du Djihad, incapables de s'intégrer à une armée structurée aux règles militaires mais dangereux.

- Depuis les années 60, le terrorisme est un outil politique au Moyen-Orient, qui répond à des règles précises même si l'Occident ne les perçoit pas toujours (surtout en ce moment) et ne les comprend pas. La longue guerre civile au Liban en avait été la criante démonstration, on pourrait en dire autant de la situation dans la bande de Gaza. Pour résoudre la Menace constituée par EI-Daesch, il faut donc atteindre les sponsors, qui restent en retrait, et faire preuve à leur égard au moins des mêmes mesures que l'Otan est capable de déployer à l'égard de la Russie... AE

→ Tunisie - Libye : électrification de la frontière

Pour contrer la menace terroriste, la Tunisie va électrifier sa frontière avec la Libye, grâce à un mur d'une dizaine de centimètres de large équipé de capteurs, mis en œuvre par une société allemande, pour détecter toute infiltration suspecte de terroristes sur son territoire. Coté Algérie, des tranchées vont être creusées, dans les régions montagneuses, pour rendre plus ardue l'infiltration des groupes terroristes. *AfricanManager*

SOMMAIRE

- > Interview de Christophe Stalla-Bourdillon, Professeur p.2
- > Dans les secteurs p.3
- > Les marchés financiers p.5
- > 4 questions à Jean-Noël de Galzain, Pdt d'Hexatrust p.6

AGENDA

- > 20 - 21 Janvier 2015 - Lille, France
Forum International de la Cybersécurité FIC
- > 22 - 26 Février 2015 - Abu Dhabi, EAU
IDEX
- > 17 - 21 Mars 2015 - Langkawi, Malaisie
LIMA 2015
- > 01-02 Avril 2015 - Deauville, France
ROOMn 2015
- > 19 - 21 Mai 2015 - Barcelone, Espagne
Critical Communications World

Plus d'infos

→ Terrorisme

L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans, fait partie de la liste d'organisations terroristes établie par les Émirats arabes unis, comme Al-Qaida et l'organisation État islamique (EI).

Interview de Christophe Stalla-Bourdillon, Professeur et consultant international Et d'Aude Lapadu-Hargues, étudiante

◆ **SDBR : En compagnie d'Aude Lapadu-Hargues* vous avez publié, dans Veille Magazine**, un article intitulé «Les bombes vidéo, nouvelle menace sur Internet». Pourquoi cet article ?**

CS-B : Parce que c'est un sujet d'actualité et que la vidéo est aujourd'hui devenue une arme comme une autre, qui peut être utilisée contre les Etats aussi bien que contre les entreprises. Ce qui a provoqué une prise de conscience chez moi est cette vidéo de janvier 2012 montrant des Marines urinant sur des talibans morts en Afghanistan. Cette vidéo a été à l'origine d'une grande effervescence dans les populations musulmanes et de nombreux crimes qui ont été ensuite commis (dont 4 militaires français abattus par un taliban en représailles). Le constat que j'en ai tiré, à ce moment-là, est qu'avec une vidéo on pouvait arriver à transformer des personnes vulnérables et manipulables en criminels. Par la suite, il y a eu deux autres vidéos sensibles. Le 30 avril 2012, le Pasteur américain Terry Jones a brûlé un Coran devant la caméra pour protester contre l'emprisonnement en Iran d'un pasteur chrétien ; l'autodafé a été ensuite mis en ligne par des sympathisants du pasteur, rassemblés dans le groupe «Stand Up America Now», mais heureusement cet acte mis en scène n'a pas déclenché d'émeutes. Une autre vidéo a par contre provoqué des émeutes en 2012, le film « Innocence of Muslims », tourné à petit budget, qui met en scène un Mahomet peu recommandable. Ce film avait tout, techniquement, pour passer aux oubliettes et d'ailleurs la vidéo avait été postée une première fois sur le Net où elle était passée inaperçue mais, après avoir été modifiée (sur le plan de la bande son) et chargée sur YouTube, elle a d'abord embrasé des médias locaux (en Egypte, par le biais d'interventions télévisées notamment), avant d'acquiescer sa notoriété sur le web en vingt-quatre heures seulement. Enflammant l'Egypte, puis la Libye, elle a provoqué des violences ayant entraîné la mort épouvantable, à Benghazi (Libye), de l'ambassadeur et de trois autres membres de l'ambassade américaine le 11 septembre 2012.

◆ **Donc les vidéos peuvent-être dangereuses...**

Ces vidéos ont successivement embrasé la planète et provoqué des morts, et il apparait que, dans les mains de certaines personnes, ce genre de vidéo peut être transformé en arme. Encore faut-il connaître la mécanique qui en fait une arme. J'ai donc beaucoup réfléchi, avec mes étudiants et différents collègues, pour essayer de mieux identifier et comprendre les ingrédients qui composent une bombe vidéo ? A un moment une image forte est apparue, lors d'une discussion avec des amis pompiers qui maîtrisent parfaitement le triangle du feu, composé d'un comburant, d'un combustible et d'une mèche. J'ai ensuite rajouté un quatrième ingrédient, l'huile sur le feu. Ce qui est intéressant, c'est que cette comparaison est pédagogique et facile à comprendre. Il y a des contextes qui font office de vapeurs inflammables et il y a des vidéos qui peuvent être considérées comme des combustibles. En arrivant sur Internet, nous allumons la mèche, ensuite de quoi il y a des contributeurs qui vont rajouter de l'huile sur le feu.

◆ **Donc, en reprenant la vidéo des talibans, comment se décortiquerait le scénario ?**

Tout d'abord il y a un fort contexte de haine, entre la population musulmane et les Américains, qui fait office de vapeurs inflammables. Puis il y a une vidéo, abjecte et stupide, d'un Marine filmant ses camarades en train d'uriner sur des cadavres, c'est le combustible. Ensuite il y a celui qui l'a mise sur le Net et allumé la mèche. Enfin, il y a ceux qui ont mis de l'huile sur le feu. En évoluant dans la réflexion, nous nous sommes aperçus que ces quatre acteurs pouvaient être complètement déconnectés les uns des autres. La politique américaine n'est pas responsable de tout ; tant qu'une vidéo, quelle qu'elle soit, n'est pas sur le Net, il n'y a pas de conséquence dommageable ; tant que des contributeurs ne mettent pas d'huile sur le feu, cela n'atteint pas une dimension mondiale. Donc ce schéma peut fonctionner en système, c'est-à-dire que des personnes ne se connaissant pas peuvent fournir les éléments constitutifs de la bombe sans que l'ensemble ne soit réellement orchestré, sans qu'il y ait une intentionnalité globale. Et c'est là où tout devient très dangereux. Pensez aux incendies dans la garrigue qui se déclenchent sans pyromane, simplement parce qu'une bouteille de verre a fait loupe sur des brindilles !

◆ **Voulez-vous dire qu'il n'y a pas vraiment de responsable alors ?**

Non je veux dire qu'il y a co-responsabilité des différents acteurs, mais en effet ce peut être aussi une co-irresponsabilité finalement. On est responsable lorsqu'on a conscience de ce qu'on fait et des risques encourus mais, en l'espèce, c'est plus difficile à déterminer.

Suite de l'interview page 3

*Aude Lapadu-Hargues vient de terminer un mastère spécialisé en Stratégie et Management à l'ESSEC, après un Master 2 en Propriété Intellectuelle et un passage par Berkeley. C'est à l'occasion de ce mastère qu'elle a réalisé une thèse professionnelle sur les bombes vidéo, sous la supervision de Christophe Stalla-Bourdillon.

**Veille Magazine : http://www.veillemag.com/Les-bombes-video--nouvelle-menace-sur-Internet_a2542.html

Interview de Christophe Stalla-Bourdillon, Professeur et consultant international Et d'Aude Lapadu-Hargues, étudiante

C'est parce que des ingrédients interagissent les uns avec les autres qu'il y a finalement une réaction, donc il est très difficile de déterminer le vrai responsable. Dans le film « Innocence of Muslims », il est intéressant d'observer que les acteurs ignoraient le vrai scénario du film et que ceux qui ont fait le film ne sont pas ceux qui ont modifié la bande sonore, passant de l'anglais à l'arabe. C'est le passage à l'arabe qui allume la mèche et la mise sur le Net qui fait office d'activateur d'énergie.

◆ **Que pensez-vous des vidéos de décapitation par les djihadistes ? Elles n'ont soulevé la rue ni en Orient ni en Occident...**

Les terroristes djihadistes ont voulu utiliser ces vidéos pour en faire des bombes, mais elles n'ont pas fait effet. Pourquoi ? En matière de viralité sur le Net, il faut que l'internaute clique pour transmettre. Or, concernant ces vidéos, la plupart des internautes détruisent voire n'ouvrent même pas ces vidéos, sûrement car elles sont trop horribles. Donc, l'internaute peut être parfois un propagateur et parfois un bloqueur. La mise en ligne de ces vidéos avait pour but de provoquer l'effroi chez les Occidentaux mais on s'aperçoit que les hébergeurs, les journalistes et les internautes ont finalement bloqué l'objectif scénarisé des djihadistes. En regard, la vidéo humoristique de « Serge le lama » a fait 4 millions de clics en 4 jours, ce qui prouve bien que les internautes peuvent aussi démultiplier l'impact d'une vidéo non orchestrée au départ. C'est finalement rassurant.

◆ **A-t-on aujourd'hui des exemples de bombe vidéo qui ont menacé les entreprises ?**

Non pas aujourd'hui. Mais il y a eu suffisamment de scandales sur certains secteurs (par exemple, dans l'industrie alimentaire) pour pouvoir imaginer qu'une bombe vidéo puisse un jour atteindre gravement une entreprise ou un secteur. Le danger nouveau vient de la technologie des images et de l'Internet, car aujourd'hui tout est possible en matière de manipulation de l'image et du son. La force de l'image c'est l'émotion, qui peut entraîner une flambée de violence.

◆ **Aude, vous avez mis en lumière un élément important contenu dans les bombes vidéo, c'est le viol du tabou. Qu'entendez-vous par là ?**

On s'est demandé pourquoi une vidéo pouvait exaspérer une communauté au point de la rendre meurtrière ? Nous sommes arrivés au constat que c'était dans le cas de viol d'un tabou. En fait, le tabou dépend beaucoup du pays et/ou de la communauté qui se sentent concernés. Les bombes vidéo, ou les caricatures (dessins) de Mahomet, ont donné lieu à des assassinats, en Europe ou au Moyen-Orient, car c'est la communauté musulmane qui s'est sentie chaque fois agressée. On a vu ce type de phénomène se produire en Inde, en dehors de toute bombe vidéo. Le tabou est un élément culturel, qui évolue en fonction de l'évolution (ou de la régression) d'une société.

◆ **Est-ce que des services étrangers, ou des officines, pourraient se mettre à monter ce type d'arme comme en informatique, par exemple, a été montée l'opération Stuxnet ?**

Bien évidemment. En défensif, il est important de comprendre la mécanique et la combinaison d'agents pouvant concourir à l'apparition de bombes vidéo. Par exemple, lorsque deux communautés ne s'entendent pas, il faut anticiper ce qui pourrait aboutir à une confrontation et identifier des agents dangereux; c'est un travail de psycho-sociologue avant tout. En offensif, puisque c'est une arme, il est bon de savoir comment elle se monte et comment elle fonctionne...

◆ **Quels ingrédients peut-on utiliser dans une stratégie de buzz vidéo ?**

Il y a des éléments clés à respecter. Tout d'abord le ciblage : quelle audience est ciblée ? Quels objectifs fixer ? Quelle thématique aborder (idées et concepts qui seront les leviers de la viralité) ? Il y a beaucoup de leviers possibles et il faut créer un choc, sans pour autant provoquer une répulsion (comme on l'a vu avec les décapitations) : l'émotion, la polémique, l'humour (en s'associant à l'internaute), le sexe, la violence. Il faut une vidéo courte (moins de 3 minutes), avec une entame forte. La réaction de l'internaute et sa volonté de partage doivent être immédiates.

◆ **Comment contre-t-on une bombe vidéo ?**

Par la détection des signaux faibles, par la connaissance et le suivi des communautés sensibles et des thèmes à risque (c'est ce que font déjà les services de renseignement européens), par l'analyse des données et des images sur le Net (c'est l'analyse du Big Data) ; c'est une conjonction de moyens qui peuvent aider à détecter l'apparition d'une bombe vidéo. Mais nous aimerions voir naître sur ce sujet un groupe de réflexion, pour aller plus loin que nos travaux académiques.

Interview réalisée par Alain Establier

Dans les secteurs

→ **Thales et Finmeccanica alliés sur les capteurs du futur drone de combat franco-britannique**

Laurent Collet-Billon, délégué général de l'armement et Bernard Gray, Chief of Defence Materiel (en charge des approvisionnements de matériels militaires) du ministère britannique de la Défense (MoD), ont lancé la phase de faisabilité du programme FCAS (Future Combat Air System) pour définir un système de drone de combat franco-britannique. La valeur totale du contrat pour la phase de faisabilité, que pilotent BAE Systems et Dassault Aviation, est de 150 millions d'euros. Dans le cadre de la phase de faisabilité, des contrats portant sur la spécification et la définition de la suite de capteurs multifonction, dont sera doté le système FCAS, ainsi que des sous-systèmes de communication ont été attribués à Thales et Finmeccanica-Selex ES. Au cours de cette période de deux ans, les deux leaders européens collaboreront à parts égales.

→ **Une chaire de cyberdéfense navale**

L'École navale, Télécom Bretagne, DCNS et Thales se sont associés pour créer une chaire de cyberdéfense des systèmes navals. Couvrant les volets enseignement et recherche, cette chaire ambitionne de stimuler la cyber-innovation en se concentrant en particulier sur les systèmes navals et le domaine maritime. Le contenu de cette chaire de cyberdéfense des systèmes navals est fortement orienté vers les aspects techniques de la lutte contre les menaces du cyberspace et vise à stimuler l'innovation scientifique et technologique. Elle aura notamment pour vocation de répondre aux problématiques de vulnérabilité des navires à la mer (navires de guerre, méthaniers, porte-containers, etc.) dotés d'installations informatiques et électroniques complexes et d'équipages réduits (notamment en l'absence d'expert en cybersécurité à bord), susceptibles d'être exposés à des cyber attaques. La chaire de cyberdéfense des systèmes navals est placée sous le haut parrainage de l'Officier général Cyber de l'état-major des armées.

→ **Les Forces gabonaises renforcent leur partenariat avec Nexter Systems**

La République Gabonaise a retenu Nexter Systems pour équiper ses quatre vedettes RaidCo RPB20 avec l'affût 15A, et son futur Patrouilleur de Haute Mer, commandé au chantier naval Piriou, avec le canon télé-opéré de 20 mm Narwhal. Ces systèmes d'arme, basés sur le canon 20 M 621, permettront à la Marine nationale gabonaise de lutter efficacement contre la piraterie et participeront à la protection de son espace maritime. Preuve de la confiance dans les produits et services du Groupe Nexter, le Gabon a choisi aussi d'acquérir douze Véhicules Blindés Hautement Protégé Aravis pour équiper son bataillon engagé en République Centrafricaine, sous l'égide de l'ONU au sein de la MINUSCA. Ces véhicules seront équipés de la tourelle télé-opérée ARX20, du système de protection anti RPG PG-Guard et de mini robots de reconnaissance Nerva LG.

→ **Airbus Defence and Space va créer un centre de maintenance de périscopes en Inde**

La Business Unit Optronics d'Airbus Defence and Space et le ministère indien de la Défense ont signé un contrat de 13 millions d'euros portant sur la création d'un centre de maintenance de périscopes à Delhi. Ce site, dont la construction doit être achevée en septembre 2016, assurera la maintenance et la réparation de tous les périscopes des sous-marins de la flotte indienne. La création de ce centre et la formation des techniciens de la marine indienne, en Allemagne et en Inde, peuvent être considérées comme un premier pas dans la mise en place d'une capacité de maintenance nationale en vue de futures opérations navales. Pour la réalisation du site, Airbus Defence and Space s'est associé avec les entreprises Tata Consultancy Services et H&H Precision Pvt Ltd. La Business Unit Optronics d'Airbus Defence and Space a produit et livré plus de 3 000 périscopes et systèmes de mâts optroniques, actuellement en service auprès des 21 forces navales les plus importantes au monde, et dispose d'ateliers spécialisés dans les périscopes en Allemagne, Corée du Sud, Italie et Grèce.

→ **Elbit Systems fournira MUSIC au programme allemand de l'Airbus A400M**

Diehl Defence a demandé à Elbit Systems de fournir son système de contre-mesure à infrarouge multi-spectral J-MUSIC pour la première phase du programme d'autoprotection du nouvel A400M allemand. J-MUSIC, qui sert à protéger les avions civils ou militaires contre les attaques de MANPADS, sera intégré dans une tourelle multifonctions DIRCM* assurant une protection de l'avion à 360°. Ce système équipe déjà de nombreux avions dans le monde.

* DIRCM: Directional Infrared Counter Measures

Les marchés financiers

Le récent rebond des bourses européennes est relativement logique et a, en tendance, de bonnes chances de se prolonger: d'une part la BCE a convaincu les marchés qu'elle assouplissait réellement sa politique et avait des marges de manœuvres supplémentaires importantes (malgré les réticences allemandes), d'autre part les décisions politiques vont dans le bon sens: certes, le plan Juncker est insatisfaisant à bien des égards (montant trop faible, usine à gaz, flou sur les projets retenus) mais il est acquis qu'il fonctionnera dès le deuxième semestre 2015; à l'heure où paraîtront ces lignes, les gouvernements français et italien devraient avoir obtenu un sursis jusqu'en mars par rapport à la trajectoire de leur déficits: c'est pour l'instant plutôt un bon compromis, dans la mesure où l'Union Européenne n'accepte plus le laisser-aller mais évite de mettre le couteau sous la gorge des «mauvais élèves» dans un environnement difficile; le sommet franco-allemand de ce lundi, nourri par le rapport d'un duo d'économistes franco-allemand devrait déboucher sur une accélération des réformes en France et des investissements en Allemagne. Il y a là, assurément, du grain à moudre pour les investisseurs!

Les Leaders du secteur Security & Defense

Nom	Pays	Cours au 31/12/13	Cours au 13/11/14	Cours au 27/11/14	▲ / ▼	Depuis le 01/01/14
Rheinmetall	DE	44,85	31,09	34,22	▲	-24%
Siemens	DE	99,29	87,80	96,40	▲	-3%
ThyssenKrupp	DE	17,69	19,03	21,49	▲	21%
Airbus Group	FR	49,99	47,31	49,7	▲	-1%
Alcatel-Lucent	FR	3,26	2,47	2,86	▲	-12%
Atos	FR	65,79	52,9	57,48	▲	-13%
Dassault Aviation	FR	927,95	1008,9	1072	▲	16%
Safran	FR	50,51	51,26	52,02	▲	3%
Thales	FR	46,8	40,13	42,54	▲	-9%
CNHI / ex Fiat Industrial	IT	8,28	7,9	6,45	▼	-22%
Finmeccanica	IT	5,51	7,12	7,64	▲	39%
Hitachi Ltd	JP	796	875,3	906	▲	14%
Mitsubishi Electric	JP	1320	1428	1401	▼	6%
Panasonic	JP	1224	1436	1513	▲	24%
Sony	JP	1826	2350	2500	▲	37%
Assa Abloy	SW	339,8	393	407,5	▲	20%
Axis AB	SW	223,8	197,8	196,2	▼	-12%
Saab Group	SW	172,5	197	211	▲	22%

Nom	Pays	Cours au 31/12/13	Cours au 13/11/14	Cours au 27/11/14	▲ / ▼	Depuis le 01/01/14
Volvo Corp.	SW	84,45	84,1	81,75	▼	-3%
Babcock Int Group	UK	1355	1100	1147	▲	-15%
Bae Systems	UK	435	459,8	478,2	▲	10%
Qinetiq Group	UK	217	207,9	197,7	▼	-9%
Ultra Electronics	UK	1928	1769	1749	▼	-9%
Boeing	US	135,92	125,87	134,78	▲	-1%
Cisco Systems	US	22,43	25,11	27,42	▲	22%
Elbit Systems	US	60,71	59,23	58,53	▼	-4%
General Dynamics	US	95,55	141,3	144,53	▲	51%
Honeywell International	US	91,37	97,01	99,08	▲	8%
Kratos	US	7,68	5,34	5,16	▼	-33%
L3 Communications	US	106,86	117,22	124,41	▲	16%
LEIDOS / ex SAIC	US	46,49	39,89	40,12	▲	-14%
Lockheed Martin	US	148,66	186,87	189,15	▲	27%
Northrop Grumman	US	114,61	136,02	141,45	▲	23%
Raytheon	US	90,7	103,4	106,67	▲	18%
Tyco International	US	41,04	43,36	42,85	▼	4%
United Technologies	US	113,8	108,14	110,16	▲	-3%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

Ultra Electronics (ULE)

Flottant: 68 690 000 actions soit 98.24 % du total des actions

Cours au 31/12/2013 : 1928 GBP

Cours au 13/11/2014 : 1769 GBP

Cours au 27/11/2014 : 1749 GBP

Variation par rapport au 31/12/2013 : - 9 %

Dividende 2014 : 42.70 GBP soit un rendement de 2.21 %

Actualités : le Groupe prévoit que la performance 2014 sera largement en ligne avec les attentes prévisionnelles. Les activités security & cyber (22%), transport et « nuclear energy» représentent maintenant 43% du chiffre d'affaires total du groupe, le reste étant constitué des activités de défense (aérien, terrestre et naval) pour lesquelles ULE a adapté son organisation pour rester profitable. Les marchés de défense américains et britanniques sont restés stables en volume cette année.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
26 rue de la République 92150 Suresnes, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 950 € HT (TVA 20%: 1140 € TTC)
- Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 20% 720 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 16 Décembre 2014**

4 questions à Jean-Noël de Galzain

Président d'Hexatrust et PDG de Wallix

→ **SDBR : Vous étiez 11 lors de notre interview au FIC 2014, vous voilà 18 dans Hexatrust, où vous arrêterez-vous ?**

JN de G : C'est une bonne question car c'est une question que les membres d'Hexatrust se posent eux-mêmes. Notre objectif n'est pas de fabriquer une association représentative de plus mais un portefeuille de solutions et un groupement d'entreprises aux offres complémentaires. Aujourd'hui, à 18, nous estimons que nous offrons un panel représentatif de ce que l'offre française peut offrir de meilleur sur différents sujets, soit une quarantaine d'offres techniques. Nous avons évoqué la possibilité d'aller à une vingtaine de membres, nous verrons bien. Ceci étant, il y a des innovations qui arrivent dans le secteur grâce à des start-up et c'est pour cela que nous avons créé, au sein d'Hexatrust, une catégorie start-up dans laquelle vous trouverez quatre entreprises : Idecsi, un éditeur de solutions garantissant l'intégrité des boîtes mail et qui a été lauréat du Prix de l'Innovation 2014 des Assises de la Sécurité et des Systèmes d'Information ; TrustInSoft, un éditeur de solutions d'analyses de logiciels sur la sécurité et la fiabilité du code informatique ; Sentryo, une société spécialisée dans la sécurité de type SCADA ; enfin Ozon, un service de sécurisation des sites eCommerce en mode SaaS. Donc ce collègue start-up est appelé à évoluer en fonction des nouveautés. En revanche, après l'arrivée de Qosmos, l'inventeur du DPI, Prim'X, spécialiste du chiffrement des transferts de fichiers et Ercom, spécialiste de la sécurisation des mobiles, le collègue éditeur regroupe aujourd'hui l'essentiel des éditeurs de logiciels français matures (14) et devrait peu évoluer à court terme.

→ **La profession des notaires de France a fait appel à Hexatrust. Comment s'est passée cette opération ?**

Dès le début, il y a eu une accroche du client grâce à une offre souveraine présentée sous le label Hexatrust par les sociétés Ilex et inWebo, dans le cadre d'un projet de gestion des identités. C'est très encourageant pour la suite.

→ **Comment se passe vos relations avec l'administration française ?**

Le nouveau directeur général de l'ANSSI est très au fait de l'industrie et très engagé sur la sécurisation des OIV. Nous comptons sur lui pour faire grandir une offre nationale, en nous aidant dans le cadre du plan 33, mais aussi grâce à sa vision nouvelle sur l'informatique de demain et sur la formation, notamment en matière de cybersécurité. Ces grands enjeux sont certes portés par les grands industriels, mais il faut aussi des acteurs de l'innovation pour porter ces nouvelles technologies et pour parer aux menaces actuelles. Donc il convient que nous soyons impliqués, alors que ce n'était pas forcément le cas avant, et que soient associés les utilisateurs. Le seul moyen de structurer la filière c'est que les acteurs reçoivent des commandes ! Ce ne sont ni des subventions ni des emprunts qu'il nous faut mais des commandes, y compris des commandes publiques. Donc il y a nécessité d'associer les grands utilisateurs et les grandes administrations qui s'équipent pour qu'ils aient un réflexe différent, pourquoi pas un réflexe patriotique ? Donc nous sommes contents que Guillaume Poupard et l'ANSSI nous associent de plus en plus à leurs actions et qu'ils nous sollicitent.

→ **Wallix était présente aux Assises de Monaco. Etait-ce un bon salon pour vous ?**

Les Assises de la Sécurité et des Systèmes d'Information restent un rendez-vous incontournable, tant pour leur qualité irréprochable que pour leur ambiance globale. Pour Wallix, nous y avons eu énormément de contacts avec des projets concrets, un atelier de 80 personnes où Swiss Life a montré un système de gestion des comptes à privilèges dans la construction d'un data centre, conçu comme une véritable brique de sécurisation dans l'infrastructure, ce qui représente l'avenir pour nos solutions. Nous constatons une vraie prise de conscience par les RSSI que la gestion des comptes à privilèges est fondamentale pour éviter des fuites de données, que ce sujet devient donc prioritaire pour eux, comme le confirme l'étude* que nous avons réalisée à ce sujet où 94% des interrogés répondent qu'ils considèrent le sujet comme important ou très important. Lorsqu'une entreprise investit dans un Cloud, hybride ou privé, nous pouvons l'accompagner avec une véritable politique de gouvernance de ses accès, des outils de traçabilité, une vraie gestion des mots de passe y compris en accès distants. L'autre aspect important réside dans la «compliance», à savoir que les règles de conformité évoluent très rapidement, ce qui va obliger les entreprises de certains secteurs à développer leurs investissements dans la sécurité. C'est la mission de Wallix de permettre à ces clients d'être en conformité avec ces règles, de mieux gérer les risques tout en évitant la complexité.

Interview réalisée par Alain Establier

*étude disponible sur : <http://www.wallix.com/fr/actualites/communiqués-de-presse>